

Une partie du voile soulevé avec déférence

L'ouvrage d'Eric Roussel dépasse rarement le niveau des audaces toléré par les bonnes manières. Mais il y a à lire entre les lignes et le lire est à conseiller.

par Léon Arnoux

Le «*Charles de Gaulle*» d'Eric Roussel (Chez Gallimard, 1030 p. avec les annexes, 30 Euros) fera bien grincer quelques dents chez les gaullistes bienséants qui, en général, ignorent à peu près tout de celui qu'ils vénèrent. Vingt ans après les historiens anglais, voici qu'un Français se décide enfin à soulever une partie du voile, et encore, avec déférence. Il ne confirme que ce que nous connaissions déjà peu ou prou. Il y a belle lurette que nous savions que le personnage était un ambitieux pétri d'orgueil. Il avait eu beau (comme toujours dans ces cas là) dire et faire dire par la publicité à sa solde qu'il n'était pas ambitieux pour lui-même mais pour son pays, l'affaire était entendue.

Comme Churchill, il pensait surtout à son destin personnel, étant entendu qu'un grand destin ne pouvait s'accomplir que dans la guerre. Et si une fois la guerre terminée, on cherchait en vain dans les ruines tout ce qui avait fait la grandeur de son pays, eh bien, tant pis.

Dans cet ouvrage qui dépasse rarement le niveau des audaces toléré par les bonnes manières, il faut lire entre les lignes. Les mots sont un peu comme le fameux rideau de fumée que devait servir de couverture aérienne pour les chars dans la première version du *Au fil de l'épée*. A travers ce rideau de fumée, cependant, on distingue fort bien tout ce que l'attitude du général de brigade à titre temporaire, et de division toute sa vie !, avait de contestable et de brouillon quand ce n'est pas d'odieux.

Nous savons bien que la bataille d'Abbeville ne restera pas dans nos manuels militaires comme un fait d'arme brillant. Ou alors, les mots n'ont plus de sens. Avec 400 chars contre zéro à l'ennemi et aucun objectif atteint, il semble bien que l'affaire soit entendue. Voilà pour le chef militaire, poussons plus loin.



Moins crédible, que trublion

Nous en sommes rendus aux journées du 6 et 7 juin 1940, naissance politique de l'homme. Paul Reynaud qu'il avait tant cajolé jusqu'à hier, vient en effet de l'appeler au gouvernement comme sous-secrétaire d'Etat à la Guerre. Avec l'aval de ce dernier, semble-t-il, mais sans celui du Commandant en chef de nos armées, le général Weygand, il s'impro-

visé organisateur d'un plan de défense du «réduit breton».

A la même date, si nous nous en tenons à la version des choses qu'il nous donnera dans *L'Appel*, la guerre est à ses yeux perdue sur le sol métropolitain. Il n'empêche que les archives nous disent que le 7 juin, le repli en Afrique du Nord n'est pas envisagé. De Gaulle consacre la journée à produire, au terme de longues discussions, une note non moins longue sur le réduit breton.

Le 8 juin, De Gaulle rencontre Paul Reynaud. Il lui demande, avant son départ pour Londres, de remplacer Weygand par le général Huntziger. Le choix est-il mûrement réfléchi ? Il apparaît, dit Roussel, que les forces de ce dernier avaient "craqué" dès le 13 mai, face à l'offensive des Ardennes. A-t-il seulement consulté Huntziger à ce sujet et a-t-il obtenu un accord de principe de sa part ? Nous savons bien que non. Alors, De Gaulle est-il un responsable crédible ou bien agit-il en trublion ?

Le 6 juin donc, s'entretenant avec Reynaud et d'après ce qu'il relate dans ses mémoires, il lui a fait part de sa conviction que la guerre est perdue sur le sol métropolitain et que seul l'Empire et ses «immenses ressources» (puisque à cette époque l'Union Soviétique et les Etats Unis se tiennent à l'écart du conflit) permettront de gagner la seconde manche. Il était certes plus facile au général, quatorze ans plus tard (ses Mémoires de guerre où chaque mot est mûrement étudié sortent en 1954) de se justifier, confirmant ainsi le mot du Maréchal : *On n'écrit de Mémoires que pour se justifier. N'ayant pas à me justifier, je n'en écrirai pas.*

Exit le réduit breton

Le 9 juin, De Gaulle est à Londres, et puisque (d'après ses *Mémoires*) il avait déjà abandonné l'idée du réduit breton au profit de l'Afrique du Nord, profitera-t-il de cette visite auprès des Britanniques pour s'enquérir auprès des responsables de leur marine de l'aide qu'ils pourraient apporter au passage de 350 000 hommes et de leur équipement ? Les archives disent que non.

Revenons un peu sur ces «immenses ressources» de l'Empire. Beaucoup auraient aimé demander au général ce qu'il entendait par là dans une guerre qui était d'abord un conflit où la force mécanique jouait le rôle primordial. Que pouvait-on espérer des arsenaux et ateliers de l'empire pour aider une armée moderne à continuer le combat ? Et d'abord, existaient-ils ces arsenaux et ces ateliers, et sur quelle industrie locale reposaient-ils ? Là dessus, la parole était aux experts et ils avaient répondu qu'il n'y avait rien. L'empire pourrait-il au moins nourrir et habiller ces 350 000 hommes, ou tout au moins leur donner des casernements ? Là encore, les experts avaient secoué négativement la tête.

Et voici donc que le 12 juin, trois ou quatre jours après avoir proclamé que le «réduit breton» était possible, souhaitable et défendable, tout est remis en question. Exit le réduit breton. Le général Colson est convoqué pour ce jour là pour plancher sur l'idée d'un regroupement des forces françaises en Afrique du Nord. Malheureusement, le projet tournera court : l'étude faite en collaboration avec l'E.M. de la marine aboutira à une

réponse négative du Cdt. en chef des forces navales pour des raisons d'impossibilité matérielle de transport. Le rapport Colson est transmis au général Weygand qui annotera avec amertume dans les marges : «Plein d'intérêt : le général De Gaulle a donné par «dessous moi» des ordres au général Colson».

Weygand aura l'occasion de donner plus tard sur le sujet son avis marqué du coin du bon sens : «Plus encore pour la défense de l'Afrique du Nord que pour

sent guère et il n'est pas étonnant qu'il ne convainque que peu de gens autour de lui. Le général Altmeyer écrira : *Sa haute assurance nourrie d'illusions n'empêchait pas que les choses fussent ce qu'elles étaient.* En parlant du projet d'union franco-britannique dont il s'était fait l'avocat depuis Londres, Eric Roussel écrit tout uniment «qu'il s'agit d'un des textes les plus utopiques de l'histoire». Car il faut ajouter que si par la suite il reniera le projet, Charles De Gaulle s'était néanmoins engagé totalement en



Ci-dessus : Le général De Gaulle à bord du navire néerlandais Westerland, fait route vers l'Afrique, en septembre 1940. Dans le convoi britannique qui va subir un humiliant échec devant Dakar.

Ci-contre : Après Mers-el-Kébir, De Gaulle retrouve en juillet 40, au restaurant londonien du Coq d'Or, le général Spears qui l'avait transporté en Grande-Bretagne dans son avion, un mois lus tôt.



Avant de partir à Londres, De Gaulle demandera à Paul Reynaud de remplacer Weygand par le général Huntzinger (ci-dessus). Sans même voir consulté celui-ci. Un geste pour le moins brouillon.

celle du réduit breton, il faut dire que de pareilles actions ne s'improvisaient pas en quelques jours. Dans les conditions tardives de sa conception, en l'absence totale de préparation, elles n'étaient qu'un jeu de l'esprit». Et sur le réduit breton, il avait été encore plus net : «Deux mots ne répondant à rien de sérieux».

Ce qui frappe dans les idées défendues par le général De Gaulle, c'est leur absence totale de crédibilité. Les réalités du moment sur le terrain ne l'embarras-

sa faveur.

La légitimité était à Vichy

L'auteur nous rappelle aussi les déclarations ou annotations plus ou moins connues ou oubliées des personnalités de l'époque en ces heures dramatiques. Ainsi celle du général Spears qui le ramène à Londres dans son avion. «Un homme comme le général de Gaulle pou-

Une parité du voile soulevé avec déférence

>>> *Suite de la page 7*

vait nous être utile dans l'hypothèse où nous serions obligés de bombarder des villes françaises», ou celle, assez discutée, de Simone Weil : «*En quoi consiste la relation de Charles de Gaulle avec la légitimité ? En ceci : le trésor était à terre, méprisé de tous, il l'a ramassé, rangé, et fait savoir publiquement qu'il s'en constituait le gardien*».

Avec tout le respect que nous avons pour la mémoire de Simone Weil, nous disons que la légitimité n'est pas une chose dont on puisse décider à sa convenance. La légitimité était à Vichy parce qu'elle y avait été apportée par les élus du peuple souverain qui avaient voté à l'écrasante majorité que l'on sait, l'investiture du maréchal Pétain. Le régime ne s'était pas imposé par la force. Rien de plus démocratique et légal dans sa mise en place. Le gouvernement français était reconnu par des pays aussi différents que les Etats Unis d'Amérique, l'Union Soviétique ou le Vatican. Se déclarer publiquement, s'instituer le gardien d'une chose qui vous est étrangère, voilà un très joli euphémisme pour s'approprier de cette chose sans avoir le moindre droit sur elle.

Toute guerre impose aussi une propagande de guerre. Aussi longtemps qu'il y aura des conflits la vérité sera fardée. Mais cela n'empêche qu'il sera toujours nécessaire après coup aux historiens de dire qu'ils ne sont ni complices ni abu-

sés. Sur le sujet, voilà ce qu'écrivait le général Spears : «Il fallait dire et répéter que Dakar avait ouvert le feu le premier et que lui, de Gaulle, avait ordonné à ses troupes de se retirer pour empêcher le combat entre Français. C'était plutôt un euphémisme et quand il déclara par la suite que les Français Libres ne portaient pas d'armes à Rufisque, il ne fit que se conformer aux distorsions de la vérité dictées par la propagande de guerre».

La véritable mission de Louis Rougier

La mission de Louis Rougier à Londres est présentée sous un éclairage peu favorable, passant sous silence le fait qu'elle visait surtout à mettre de l'huile dans les rouages des relations franco-britanniques et faire en sorte qu'elles ne continuent pas à se dégrader. Roussel écrit : En réalité, l'objectif implicite de cette mission patronnée par le Maréchal est, ni plus ni moins, de court-circuiter de Gaulle.

Ce n'est pas là rendre justice à Louis Rougier. Dans son ouvrage autobiographique «Mission secrète à Londres» le professeur nous dit (et nous ne voyons pas pourquoi sa parole devrait être mise en doute) que cette mission avait trois buts :

- Il fallait tenter un effort pour faire revenir les Anglais à une plus juste appréciation des clauses de l'armistice.
- Il fallait tenter un effort pour faire fléchir le blocus alimentaire.
- Il fallait enfin tenter de réconcilier Gaullistes et Pétainistes.

Si ce dernier point ne put être réalisé, il

faut dire que la faute n'en incombe pas au missionnaire mais à Lord Halifax qui à son arrivée à Londres avait imposé une condition absolue pour le bon déroulement de cette mission : s'engager à ne pas chercher à rencontrer le camp gaulliste.

Sur la Résistance, enfin : Bernard Ledwidge, auteur d'un ouvrage : «De Gaulle vu par un Anglais» et qui est cité par Roussel : Au tout début de son séjour à Londres, de Gaulle ne pense pas au potentiel de résistance de la France métropolitaine. Il considérait que la Libération était l'affaire des armées alliées et du mouvement des Français Libres. Les agents envoyés étaient plutôt chargés de recueillir des renseignements que d'organiser la rébellion.

Cela confirme bien l'opinion de ceux qui écrivent que lorsqu'il reçoit Jean Moulin ses connaissances de la résistance intérieure sont si limitées qu'il est prêt à croire n'importe quoi. Quant à celles de Moulin, d'après le créateur du réseau «Combat», Henri Frenay, elles étaient à peu près du même niveau.

A propos de Moulin, un quart de page est consacré à la présentation du personnage. Il est vrai que de nos jours, après les révélations de Pierre Péan et de Jacques Baynac sur l'ancien préfet – et ce n'est, paraît-il, pas fini – c'est devenu un sujet sur lequel il vaut mieux ne pas trop s'aventurer. Petit à petit l'histoire se met en place et des ci-devant héros retournent à une ombre hors de laquelle ils n'auraient peut-être pas dû trop s'aventurer. Moulin, Malraux : deux exemples. Quant à Charles De Gaulle, quand donc un historien de la trempe de John Charmley ou de David Irving, osera-t-il enfin évoquer «la fin de la Gloire» ?

Léon Arnoux

Dès le lendemain de l'armistice de 1940, il a toujours été entendu, sous le sceau du secret, que nous Français reprendrions le combat contre les Allemands, mais seulement quand nos Alliés seraient capables de nous soutenir efficacement, parce que, dans le cas contraire, si nous reprenions le combat prématurément, pour la France, il y aurait beaucoup plus à perdre qu'à gagner.

Or, pendant toute la guerre, à toutes les époques, les Français ont toujours grossièrement surestimé le potentiel militaire de nos Alliés, la rapidité de leur montée en puissance, et surtout leurs possibilités d'intervention sur les différents théâtres. C'est sans doute la raison pour laquelle certains d'entre eux ont trouvé qu'on ne reprenait pas assez vite le combat, tandis que d'autres estimaient qu'il fallait faire le gros dos, adopter un profil bas, et tenter de conserver nos faibles atouts en attendant que nos Alliés aient fait des progrès suffisants.

Le général De Gaulle, lui, n'était pas du tout un Français plus impatient que les autres : c'est un homme qui a eu l'idée géniale de s'emparer du pouvoir à la faveur de la guerre et de la Libération. Pour s'emparer du pouvoir, il a fallu qu'il lutte, non pas tellement contre les Allemands, mais surtout contre Vichy, contre l'Armée française, et contre nos Alliés.

Bien sûr, il n'était pas du tout certain, au début, que les Britanniques gagneraient la guerre. Roosevelt, en

La prophétie de juin 1940

juin 1940, était même persuadé du contraire. La probabilité d'une victoire alliée, extrêmement faible en juin 1940, est allée en augmentant au fur et à mesure que le temps passait, mais toujours très lentement, avec des hauts et des bas. Il a fallu attendre 1943 pour qu'elle prenne une certaine consistance. Il a même fallu attendre que le succès du débarquement de Normandie soit définitivement assuré pour que la probabilité d'une victoire finale alliée dépasse la barre des cinquante pour cent.

Weygand contre De Gaulle

Mais De Gaulle, lui, n'avait nul besoin d'une probabilité à cent pour cent, car en réalité, il n'avait pas le choix : il avait eu, au début de juin 1940, une violente altercation au cours de laquelle lui, membre du Gouvernement, l'avait pris de très haut avec Weygand, commandant en chef. Mais depuis, le rapport des forces s'était inversé : c'était désormais Weygand, ministre de la Défense nationale, contre De Gaulle, général de brigade à titre temporaire : il pouvait dire adieu à ses étoiles, et l'orgueil du

Connétable ne l'aurait sûrement pas supporté. On lui redonnait un commandement dans l'infanterie. Il perdait toute liberté d'action. A plus long terme, son avancement était compromis.

Il était beaucoup moins risqué pour lui d'aller en Angleterre. Si les choses tournaient mal, si Churchill était renversé par les Communes et remplacé par un Chamberlain, un Macdonald ou un Halifax, fermement décidé à traiter sans délai avec les Allemands, Churchill aurait toujours le temps de le mettre, lui, De Gaulle, avec sa famille, dans un avion en partance pour le Canada ; par contre, en cas de succès, le choix de De Gaulle débouchait sur une magnifique perspective d'accès au pouvoir suprême, et cela, n'y aurait-il eu qu'une chance sur cent, valait la peine d'être tenté.

Mais bien évidemment De Gaulle ne pouvait pas se permettre d'exposer de tels motifs à la face du monde. Pour donner à son choix personnel une explication plus plausible, voilà qu'il prophétise la victoire alliée ! Il est le seul : même Churchill n'ose se lancer. Un risque de plus ? Même pas : si tout rate, c'est le Canada ; si tout réussit, au contraire, c'est le pouvoir suprême, plus l'auréole du prophète.

Louis-Christian Michelet
Docteur en Histoire